

Le Roma Rights Network publie le compte rendu définitif de l'antitsiganisme en Europe

Bruxelles, 11 août 2026 — Le Roma Rights Network a publié aujourd'hui le premier numéro du Roma Rights Review relancé, l'évaluation la plus complète de la situation des droits humains de la plus grande minorité ethnique d'Europe. Construit sur la base de témoignages directs, de travaux juridiques, d'analyses et de documentations de terrain de 34 organisations membres réparties dans 18 pays, le [Roma Rights Review](#) constitue la source de référence sur la situation des droits des Roms sur le continent. Le 8 juin 2026, le Roma Rights Network a publié une [déclaration conjointe](#) avertissant que la situation était entrée dans un état de crise aiguë pour les Roms en Europe. Cette publication en est la preuve.

L'ampleur de la discrimination

Le numéro d'été 2026 documente une situation des droits qui s'est fortement détériorée. En Grèce, les raids policiers militarisés dans les quartiers roms dans le cadre de l'opération ENTOS ont atteint une fréquence bihebdomadaire, avec plus de 100 actions policières documentées depuis septembre 2025. La Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Slovaquie, la Serbie, la Bulgarie et la Grèce dans des affaires distinctes impliquant des actes de torture policière, des passages à tabac, des abus à caractère raciste et des enquêtes défaillantes. Des cas documentés à travers tout le continent font état d'extrémistes d'extrême droite défilant dans les rues, lançant des bombes incendiaires sur des familles endormies, formant des groupes d'autodéfense qui s'introduisent par effraction dans les domiciles des Roms et ciblant les Roms pour des violences de masse et des incendies criminels ; le tout alors que les partis de centre droit dans l'ensemble de l'UE continuent de nouer des alliances tactiques avec des mouvements politiques d'extrême droite.

Les gouvernements d'Italie, de Slovénie et de Hongrie ont adopté une législation anti-Roms qui criminalise les communautés roms, permet la surveillance de masse, autorise le retrait d'enfants avant leur naissance et permet aux municipalités d'exclure les Roms de l'accès au logement. Les enfants roms continuent de subir une scolarité ségréguée, des abus systémiques dans les structures de placement de l'État, la traite et des violences à motivation raciale. Les femmes romes se voient refuser la protection contre les violences conjugales, sont soumises à des violences obstétricales et sont privées de leurs droits parentaux.

Le Review documente également ce que les militants ont qualifié de "*scandale silencieux des expulsions forcées en Europe*", les expulsions se poursuivant à un rythme soutenu de l'Italie à l'Albanie jusqu'en Bulgarie, laissant des milliers de

personnes sans abri, relogées sur des sites toxiques ou privées d'eau, d'électricité et de reconnaissance juridique. En Macédoine du Nord, en Irlande du Nord et en Bulgarie, des communautés ont été terrorisées par des violences de masse et des expulsions ethniques. Partout en Europe, les Roms continuent de vivre dans des logements informels ségrégués construits à côté de décharges et de mines, sans accès à l'eau potable, à un logement adéquat ou aux services de base, leurs enfants portant le poids de la pauvreté intergénérationnelle, de l'exclusion éducative et de la négligence institutionnelle.

Parallèlement, le projet de budget de l'UE pour 2028-2034 menace de supprimer les fonds fléchés pour l'égalité des Roms, en dissolvant les structures dédiées dans des enveloppes génériques que les gouvernements influencés par la rhétorique d'extrême droite peuvent rediriger à leur gré.

Un appel à l'action universelle

Comme l'indique l'éditorial : *"La persécution des Roms n'est plus une affaire d'échec politique ou de négligence, mais un projet politique délibéré."*

Le Roma Rights Network lance un appel aux institutions de l'UE, aux politiciens intègres des États membres et aux donateurs internationaux pour qu'ils dépassent la rhétorique et engagent des actions concrètes et immédiates : travailler à l'abrogation des lois qui criminalisent les communautés roms, faire respecter la reddition de comptes pour les violences orchestrées par l'État, prendre position pour la défense des droits fondamentaux (quel que soit le degré d'impopularité) et protéger l'espace d'action des défenseurs des droits humains avant qu'il ne soit trop tard.

À propos du numéro d'été 2026

Le [*Roma Rights Review*](#) est le successeur du *Roma Rights Journal*, la première et la plus ancienne revue académique des droits humains consacrée aux Roms en Europe, publiée de 1996 à 2017. Repensé pour le climat politique actuel, il perpétue cet héritage à une époque où les organisations de surveillance des droits humains sont elles-mêmes ciblées et sous-financées, et où les discours sur les Roms sont de plus en plus déformés par la montée du fascisme.

Compilé principalement à partir des contributions directes des organisations membres du Roma Rights Network et complété par des reportages de médias, des décisions de justice et des déclarations officielles des gouvernements, le [*Roma Rights Review*](#) va au-delà de l'analyse abstraite. Il fournit des informations consolidées, des cas documentés d'abus, des victoires juridiques et des analyses stratégiques de la part de militants travaillant sur le terrain à travers l'Europe. Il est conçu comme un outil pratique et mobilisable pour quiconque cherche à comprendre et à améliorer la situation des droits des Roms.

À propos du Roma Rights Network

Le [Roma Rights Network](#) est une coalition stratégique de 34 organisations membres issues de 18 pays à travers l'Europe, convoquée et coordonnée par l'European Roma Rights Centre. Ses membres agissent par le biais de litiges collectifs, de plaidoyer politique, de recherche stratégique et de mobilisation publique pour contester le racisme systémique et promouvoir l'inclusion pleine et entière des Roms en tant que citoyens égaux.

Le Roma Rights Review est publié en anglais et disponible [ici](#).

Ce communiqué de presse est également disponible en albanais, bulgare, tchèque, français, finnois, allemand, hongrois, italien, macédonien, roumain, serbe, espagnol et ukrainien.

Pour de plus amples informations ou pour organiser une interview, veuillez contacter :

Email : news@errc.org Tél : +32 49 288 76 79



**Co-funded by
the European Union**

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne. Les opinions et les points de vue exprimés sont uniquement ceux des auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'UE ni l'EACEA ne peuvent être tenus responsables.